

Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire

*a/s Banque canadienne
de grains, C. P. 767,
Winnipeg, MB R3C 2L4*

*Organisation
catholique
canadienne pour le
développement et la
paix*

*Conseil canadien
pour la coopération
internationale*

*Banque canadienne
de grains*

*CHF – partners in
rural development*

Etc Group

Inter Pares

*Comité central
mennonite – Canada*

*Union nationale des
agriculteurs*

Oxfam Canada

*Église unie du
Canada*

*UPA Développement
international*

USC Canada

*Vision mondiale
Canada*

Pour publication immédiate

7 juillet 2008

Pétition d'une coalition d'ONG canadiennes demandant au premier ministre de fortement encourager une réaction à la crise alimentaire à l'occasion de la réunion du G8 au Japon

Une coalition de 18 ONG canadiennes militant en faveur de l'aide ont exhorté Stephen Harper de respecter la promesse faite par le Canada il y a deux mois en ce qui a trait à la contribution que le pays apporterait pour régler la crise alimentaire mondiale. En avril dernier, le gouvernement a annoncé qu'il injecterait une somme considérable d'argent à titre d'aide alimentaire à court terme. Or, depuis, il n'a rien fait d'autre.

Au cours de la première semaine de juillet, les dirigeants des grands pays dominants se retrouveront à la réunion du G8 au Japon pour prendre des mesures face à la crise alimentaire. La coalition invite vivement le G8 à mettre en œuvre des initiatives requises à long terme en vue de résoudre la crise, notamment :

1. **Faire de l'agriculture une priorité dans le programme d'aide du Canada** – Partout sur la planète, les gens s'entendent pour dire que les gouvernements, des pays en développement comme des pays donateurs, ont ignoré les besoins essentiels de l'agriculture dans les pays en développement. L'agriculture représente notre principale source d'alimentation et le moyen de subsistance de 60 à 80 p. 100 des personnes vivant dans les pays en développement. Il faut donc axer l'aide sur l'agriculture.
2. **Remanier les organisations internationales d'aide alimentaire** – Les trois organisations d'aide alimentaire des Nations unies (le Programme alimentaire mondial, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds international de développement agricole) ainsi que d'autres telles le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale devraient gérer la crise. Toutefois, leur collaboration s'avère inefficace. Le Canada soutient ces organisations et devrait jouer un rôle de premier plan dans l'intégration de leurs efforts pour qu'ils soient profitables aux petits exploitants agricoles et aux personnes affamées, surtout à l'heure actuelle où sévit la crise.
3. **Faire en sorte que les petits exploitants agricoles puissent tirer profit des accords commerciaux internationaux** – Pendant les deux dernières décennies, les pays en développement ont été forcés d'ouvrir leurs marchés d'alimentation aux importations, lesquels ont été inondés de produits alimentaires importés à bas prix et souvent subventionnés. Ainsi, des millions de petits exploitants agricoles ont perdu leurs moyens de subsistance. Les accords commerciaux que le Canada négocie doivent permettre

aux gouvernements des pays en développement de protéger leurs petits exploitants agricoles.

4. **Déployer des efforts pour réduire les importantes fluctuations de prix des denrées alimentaires** – Le Canada devrait faire preuve de leadership pour réduire les fluctuations de plus en plus importantes du prix des produits alimentaires de base. Ce sont non seulement les spéculateurs, mais aussi les très petites réserves mondiales d'aliments disponibles permettant de répondre à même un petit changement à la demande qui entraînent les fluctuations.
5. **Éviter que la production du biocarburant menace la sécurité alimentaire** – Il faut éviter que la production du biocarburant enlève des terres aux petits exploitants agricoles en raison de l'espace occupé par les grandes plantations de matières servant à la production du biocarburant. Le Canada devrait appuyer les efforts visant à garantir que la production du biocarburant ne mine pas la production alimentaire, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Le Canada fait partie des pays riches du monde et les Canadiennes et Canadiens se sont montrés réellement préoccupés par la crise alimentaire; ils ne s'inquiètent pas uniquement de leur sort, mais aussi de celui des millions de personnes pour qui cette crise est une question de vie ou de mort. Nous attendons de nos dirigeants qu'ils fassent preuve de leadership en réagissant à cette situation urgente.

- 30 -

Pour plus d'informations :

Stuart Clark, président, Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire, cellulaire :
204 296-5079, s_clark@foodgrainsbank.ca

Katia Ambrose, vice-présidente, Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire,
613 228-5655